

Appel à Manifestation d'Intérêt :

« Transformations numériques et reconfigurations des enjeux de politiques publiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel »

Incubateur de programmes de recherche à destination des chercheurs en sciences sociales et des institutions de recherche orientées vers les politiques publiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Les transformations numériques comptent parmi les tournants majeurs des enjeux contemporains, auxquels l'Afrique de l'Ouest et le Sahel n'échappent pas. Dans la région, le numérique occupe une place centrale dans les stratégies des acteurs économiques, du développement et de la gouvernance publique. Les opportunités perçues sont nombreuses et vont de la modernisation des administrations et l'amélioration de l'efficacité des services publics, à l'inclusion sociale et citoyenne, en passant par l'innovation et la croissance économiques. Parmi les multiples défis, les évolutions technologiques globales imposent aux gouvernements de la région une capacité d'adaptation rapide, tant en matière de rattrapage technologique que de capacités de recherche.

Aussi, dans un contexte où le numérique s'impose comme une priorité pour de nombreux acteurs publics, privés, internationaux et nationaux, de nouvelles questions essentielles émergent : Qui définit et conceptualise les enjeux du numérique ? A partir de quelles réalités sociales et politiques ? Comment s'assurer que les savoirs produits localement en Afrique de l'Ouest reflètent et éclairent les transformations en cours ? La recherche internationale sur le numérique prend encore peu en compte les dynamiques sociales et politiques des pays de la région tandis que les politiques publiques nationales et régionales peinent à s'appuyer sur des travaux de recherche qui éclairent les spécificités sociales des transformations numériques locales. Il en résulte un décalage entre les transformations en cours dans la région, les politiques publiques sur le numérique et les capacités de production des connaissances en la matière.

Pour répondre à ce défi, un processus d'élaboration d'un agenda de recherche a été initié par le Global Development Network (GDN) lors de la Foire aux Savoirs de Cotonou en mai 2025, en partenariat avec le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) et avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), le Centre de Recherches

pour le Développement International (CRDI) et la Fondation Robert Bosch. Cette initiative a rassemblé et mis à contribution des chercheurs issus de think tanks nationaux et régionaux, des représentants d'agences nationales du numérique, de la société civile, du secteur privé et des acteurs internationaux du développement pour identifier des besoins de recherche ancrés dans les priorités de politiques publiques des pays de la région.

La démarche adoptée visait à faire émerger une demande de connaissances à partir des priorités politiques exprimées par les agences nationales du numérique, à présenter l'offre de connaissances existante à travers l'exposé des travaux des chercheurs présents puis à en analyser les écarts pour construire collectivement des priorités de recherche régionales. Ensemble, les participants ont identifié des questions de recherche, plaçant le numérique au cœur de thématiques transversales de politiques publiques, telles que l'équité et la justice sociale, la participation citoyenne et la gouvernance inclusive, l'amélioration des services publics, le développement socio-économique durable, ou encore l'adéquation des cadres de régulation à l'aune des enjeux de souveraineté et d'intégration régionale. Ce travail a abouti à une première ébauche d'agenda de recherche structuré autour de six axes thématiques et une quarantaine de questions de recherche.

Au-delà d'un simple exercice d'alignement entre l'offre et la demande de connaissances sur le numérique, cet agenda est conçu comme un véritable objet de recherche empirique, ayant vocation à évoluer à mesure que s'éclairent les conditions et modalités de ce qui constitue un besoin de connaissances légitime et pertinent. Dans cette perspective, une revue de littérature conduite par des binômes constitués d'une douzaine d'équipes de chercheurs issus de think tanks répartis dans six pays¹, a permis d'affiner et prioriser les questions de recherche initialement identifiées. Ce travail s'est appuyé sur une mise en perspective critique des connaissances disponibles et des priorités institutionnelles sur le numérique à l'aune d'une analyse des besoins sociaux et des enjeux de politiques publiques. Il a abouti à une liste affinée de questions de recherche (annexe 1), croisant les enjeux de politiques publiques liés aux numérique les moins documentés par la littérature existante.

Plus qu'un répertoire figé de questions, cet agenda de recherche se veut avant tout un cadre de collaboration destiné à favoriser des convergences entre les besoins de politiques publiques, les capacités de recherche en sciences sociales et les investissements sur le numérique dans la région.

¹ Bénin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Mauritanie, Sénégal, Tchad

Le présent appel s'inscrit ainsi dans cette démarche. Il cherche à identifier et valoriser les capacités existantes de production et de médiation des savoirs, susceptibles de contribuer à l'évolution et l'enrichissement de cet agenda de recherche.

Objectif de l'appel

Cet appel à manifestation d'intérêt a pour objectif principal d'identifier des **chercheurs en sciences sociales** et des **institutions de recherche orientées vers les politiques publiques**, souhaitant **collaborer ensemble** dans le cadre d'un **incubateur de programmes de recherche**.

Plus spécifiquement, cet appel vise à :

- **Soutenir l'institutionnalisation d'une collaboration** entre un chercheur en sciences sociales en début ou milieu de carrière et une institution de recherche orientée vers les politiques publiques ;
- **Identifier des convergences** entre les expériences et projets de recherche des chercheurs de la région, les priorités des institutions de recherche orientées vers les politiques publiques, et les besoins de connaissances identifiés dans l'agenda ;
- **Accompagner l'élaboration de propositions de programmes de recherche** formulées à partir de ces priorités communes afin de mobiliser des partenariats et ressources répondant aux **besoins et capacités existants** de la région.

Description du processus d'incubation de programmes de recherche

La première phase pilote de cette initiative d'incubation de programmes de recherche s'étendra sur une période de **trois mois (de mi-avril à mi-juillet 2026)**. Elle visera à élaborer une **proposition de programme de recherche** qui sera présentée lors du **Forum sur les Transformations Numériques en Afrique de l'Ouest**, qui se tiendra à Cotonou (Bénin) entre les **7 et 10 juillet 2026** (*jours précis confirmés prochainement*). Cet événement est co-organisé avec la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI), l'African Center for Equitable Development (ACED), le CERDI (Université Clermont Auvergne, CNRS, IRD) et l'African School of Economics, avec le soutien du **Pôle clermontois de développement international (PCDI)**.

Organisé en présentiel sur trois jours, ce forum a pour objectif de mettre en dialogue la recherche africaine sur la numérisation, en particulier en Afrique de l'Ouest, avec la recherche mondiale, les politiques publiques et les efforts de développement régional. Le Forum sera structuré autour de trois piliers complémentaires, centrés sur la production de connaissances et leur mise en débat autour des transformations numériques en Afrique de l'Ouest :

- Un **laboratoire de recherche** pour le développement de nouveaux programmes de recherche (Jour 1)
- Un **atelier de recherche académique** pour les jeunes chercheurs en économie (Jour 2)
- Des **tables rondes et panels** visant à renforcer le lien entre recherche et politiques publiques (Jour 3)

Cliquez [ici](#) pour découvrir les autres appels à candidatures liés au Forum et pour en savoir plus sur cet événement.

Des binômes entre chercheurs et institutions de recherche orientés vers les politiques publiques seront constitués sur la base des convergences d'intérêts exprimées dans le cadre de cet appel.

Durant la phase d'incubation, chaque binôme élaborera une proposition de programme de recherche susceptible de :

- Enrichir l'apport conceptuel et méthodologique d'une ou plusieurs questions identifiées dans l'agenda ;
- Renforcer la pertinence sociale et politique des questionnements soulevés dans le cadre de cet agenda.

GDN accompagnera les binômes pour **faciliter leur collaboration** et soutenir la **valorisation** ainsi que la **mise à l'échelle** de leurs propositions de programmes de recherche lors d'un *Research Lab* organisé dans le cadre du Forum régional. Ce *Research Lab* offrira aux binômes l'occasion de présenter leurs propositions de programmes à des acteurs régionaux et internationaux de la recherche, des décideurs publics et à de potentiels financeurs, afin de mobiliser de nouveaux partenaires disposés à soutenir et de financer la mise en œuvre des programmes.

Dans le cadre de ce processus, le chercheur bénéficiera ainsi de :

- Une **opportunité de valorisation de ses expériences et projets de recherche** aux niveaux national, régional et international ;

- **Un accompagnement méthodologique et stratégique** pour le montage et développement d'un programme de recherche aligné sur les besoins sociaux et de politiques publiques ;
- **Un appui et un ancrage institutionnel** à travers une collaboration avec une institution de recherche orientée vers les politiques publiques dans la région afin de renforcer la pertinence stratégique et les perspectives de mise en œuvre du programme ;
- **Un soutien à l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des partenariats et ressources ;**
- **Des opportunités nationales, régionales et internationales de réseautage** avec une communauté de chercheurs, des centres de recherche, des décideurs publics, et des acteurs soutenant la recherche et le développement ;
- **Une invitation prise en charge** pour présenter la proposition de programme de recherche lors du *Forum sur les Transformations Numériques en Afrique de l'Ouest*, prévu en juillet 2026 à Cotonou et co-organisé avec La Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI), l'African Center for Equitable Development (ACED), le CERDI (Université Clermont Auvergne, CNRS, IRD) et l'African School of Economics.

Dans le cadre de ce processus, l'institution de recherche bénéficiera ainsi de :

- **Une opportunité de renforcer la visibilité** de l'institution et de **valoriser** ses activités au niveau national, régional, et international ;
- **Un accompagnement méthodologique et stratégique** pour le montage et développement d'un programme de recherche répondant aux besoins de connaissances et d'innovations conceptuelles ;
- **Une capacité de production et d'innovation scientifique et méthodologique** à travers une collaboration avec un chercheur en sciences sociales en début ou milieu de carrière ;
- **Un soutien à l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des partenariats et ressources ;**
- **Des opportunités nationales, régionales et internationales de réseautage** avec une communauté de chercheurs, des centres de recherche, des décideurs publics ; et des acteurs soutenant la recherche et le développement ;

- **Une invitation prise en charge** pour présenter la proposition de programme de recherche lors du *Forum sur les Transformations Numériques en Afrique de l'Ouest*, prévu en juillet 2026 à Cotonou et co-organisé avec La Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI), l'African Center for Equitable Development (ACED), le CERDI (Université Clermont Auvergne, CNRS, IRD) et l'African School of Economics.

IMPORTANT: Cet appel ne garantit pas l'obtention d'un financement de recherche. Toutefois, il offre un accompagnement structuré, ainsi que des opportunités de réseautage au niveau régional et international visant à faciliter la mobilisation de ressources.

Profils recherchés

Cet appel est destiné **aussi bien aux chercheurs en sciences sociales en début ou milieu de carrière qu'aux institutions de recherches publics ou privés orientées vers les politiques publiques**, en Afrique de l'Ouest et au Sahel, sous réserve de remplir les conditions ci-dessous :

Si vous êtes un(e) chercheur(e) en sciences sociales :

- Être ressortissant d'un pays de l'Afrique de l'Ouest ou du Sahel² et être francophone* ;
- Être titulaire d'un Doctorat ; ou d'un diplôme de Master ou équivalent en sciences sociales et engagé dans un projet de recherche dans le cadre d'un doctorat** ;
 - pour les détenteurs d'un Master ou équivalent, le diplôme doit être obtenu il y a moins de 8 ans
 - pour les détenteurs d'un Doctorat, le diplôme doit être obtenu il y a moins de 5 ans.
- Être en capacité de valoriser son projet de recherche dans le cadre d'une collaboration multipartite ;
- Être prêt à collaborer avec une institution de recherche orientée vers les politiques publiques.

² Incluant les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Cote d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Tchad, Togo

Si vous êtes une institution de recherche :

- Être légalement enregistrée dans un pays de l'Afrique de l'Ouest ou du Sahel et disposant de capacités francophones ;
- Être en activité depuis au moins 2 ans ;
- Conduire des programmes ou projets de recherche en sciences sociales avec une vocation explicite de contribution aux débats de politiques publiques, démontrée par des publications scientifiques et non scientifiques ;
- Être prêt à accompagner institutionnellement un chercheur en début ou milieu de carrière sur un programme de recherche co-construit.

Il n'est pas nécessaire que le binôme chercheur-institution soit déjà établi à la date de soumission. Des offres de collaborations en binômes seront proposées aux participants présélectionnés grâce à l'appel.

Modalités de soumission :

Les manifestations d'intérêt sont à soumettre par mail, à l'appui du formulaire dédié, à l'adresse suivante : recherchefrancophone@gdn.int au plus tard le **25 avril 2026 à 23:59 GMT**.

Pour tout complément d'information, merci de bien vouloir nous écrire à l'adresse email suivante avant le 8 avril 2026 : recherchefrancophone@gdn.int

NB: Il vous sera demandé de joindre les pièces suivantes :

- **Un CV** (incluant une liste de publications scientifiques)
- **Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport**
- **la documentation prouvant l'enregistrement de la structure** (centre de recherche ou équivalent visant à orienter les politiques publiques grâce à la recherche) dans le pays

Important:

* Les candidats ressortissants de pays de l'Afrique de l'Ouest et non francophones pourraient être éligibles sous réserve de justifier de leurs compétences en français et de s'engager à mener la recherche et les activités dans cette langue.

** Toutes disciplines scientifiques touchant aux questions liées à la société. Cela comprend notamment (mais ne se limite pas à) l'économie, la gestion, la science de l'éducation, la sociologie, le droit, les sciences politiques, la géographie, la science de la communication, l'anthropologie ainsi que les sciences sociales interdisciplinaires.

Annexe 1: Les axes thématiques de l'agenda de recherche

Axe thématique 1 : Équité et justice sociale

Cet axe interroge dans quelle mesure les transformations numériques reconfigurent les dynamiques sociales, culturelles, et les rapports de pouvoir dans la région, et explore le potentiel du numérique pour redéfinir les enjeux d'équité et de justice sociale.

1. Quels sont les effets sociaux et politiques des formes de contrôle numérique (coupures d'Internet, surveillance numérique) existantes dans la région ?
2. Comment les transformations numériques modifient les équilibres sociaux, culturels et les rapports de pouvoir dans les communautés ?
3. Quels mécanismes permettent de réduire structurellement les inégalités de genre dans l'accès au numérique ?
4. Quelle économie politique des plateformes numériques en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?
5. Comment renforcer la souveraineté des données et des infrastructures numériques ?

Axe thématique 2 : Participation citoyenne et gouvernance inclusive

Cet axe interroge les conditions dans lesquelles les technologies numériques sont susceptibles de renforcer la redevabilité publique, la confiance institutionnelle et la cohésion sociale.

1. Quelles configurations institutionnelles, politiques et sociotechniques permettent de traduire la participation numérique en influence réelle sur les décisions publiques ?
2. Comment concevoir des dispositifs d'alphabétisation numérique inclusifs favorisant à la fois compétences techniques et capacité citoyenne critique ?
3. Quels modèles de régulation et de protection des données renforcent la confiance institutionnelle et l'exercice effectif de la citoyenneté numérique ?
4. Quelles modalités de veille, de suivi citoyen et de redevabilité numérique peuvent être institutionnalisées sans fragiliser les libertés publiques ?
5. Quelles stratégies de médiation numérique permettent de réduire la fracture de compréhension, d'usage et de confiance entre institutions et citoyens ?
6. Comment développer et institutionnaliser un cadre d'indicateurs pour mesurer la participation citoyenne numérique, l'inclusion et l'impact institutionnel dans la région ?
7. Quelles formes de coopération multi-acteurs permettent de co-produire et gouverner durablement des écosystèmes numériques participatifs ?

Axe thématique 3 : Digitalisation des services publics

Cet axe interroge dans quelle mesure la digitalisation des services publics influence les relations entre Etats et citoyens, la confiance numérique, et les politiques publiques.

1. Quel cadre conceptuel pour rendre compte du rôle du secteur informel dans l'adoption et l'usage des services publics numériques ?
2. Quel est le ratio coût-bénéfice de la digitalisation des services dans les pays de la région ?
3. Quelle est la contribution de la digitalisation des services publics à la réduction des inégalités du PIB par tête ?
4. Comment la cyber sécurité des services publics numériques influence-t-elle leur adoption et efficacité ?
5. Quels leviers de mobilisation des ressources pour sécuriser les services publics numériques face aux cyber menaces ?

6. Quels indicateurs pour mesurer la confiance numérique dans la région ?
7. Quels sont les effets de la digitalisation du secteur de l'éducation sur le capital humain ?

Axe thématique 4 : Développement socio-économique durable

Cet axe interroge les conditions institutionnelles, financières et opérationnelles permettant de garantir la soutenabilité des solutions numériques dans la région.

1. Quels modèles de gouvernance multi-niveaux et mécanismes de coordination public-privé permettent une mise en œuvre effective des stratégies numériques nationales ?
2. Quels mécanismes financiers hybrides et cadres fiscaux incitatifs peuvent garantir la soutenabilité économique des solutions numériques locales et réduire la dépendance aux subventions ?
3. Comment concevoir et évaluer des interventions numériques "sobres" et contextualisées pour les zones rurales marginalisées, tenant compte des contraintes d'alphabétisation et de langue ?
4. Quels dispositifs spécifiques permettent de transformer les stratégies numériques en leviers efficaces de réduction de la fracture de genre de manière transversale ?
5. Comment construire des écosystèmes régionaux de données probantes pour alimenter l'élaboration et la révision des politiques publiques numériques ?

Axe thématique 5 : Régulation du numérique et des technologies émergentes

Cet axe interroge l'adéquation de la réglementation existante aux nouveaux enjeux liés aux technologies émergentes et les conditions nécessaires pour une régulation adaptée, protectrice et cohérente aux échelles nationale et régionale.

1. Comment coordonner mécanismes de contrôle des algorithmes et régimes de responsabilité civile pour prévenir et réparer les dommages causés par des systèmes d'IA ?
2. Comment les régimes juridiques actuels de propriété intellectuelle peuvent-ils être adaptés pour les œuvres produites par l'IA ?
3. Dans quelle mesure le développement et le déploiement de l'IA prennent-ils en compte l'inclusion des populations parlant des langues locales ou non-alphabétisées, et comment éviter leur exclusion passive ?
4. Dans quelle mesure l'uniformisation des cadres réglementaires au niveau régional peut-elle faciliter l'intégration des populations migrantes dans les politiques et services numériques ?
5. Comment concilier mécanismes de régulation et stratégies de développement des compétences numériques pour renforcer la protection des données personnelles et la cyber sécurité face aux vulnérabilités croissantes ?
6. Dans quelle mesure l'évolution des cadres juridiques peut-elle soutenir la recherche sur les technologies émergentes tout en garantissant sécurité, éthique et responsabilité dans leur déploiement ?

Axe thématique 6 : Souveraineté numérique et intégration régionale

Cet axe interroge la possibilité de concilier souveraineté et intégration numérique régionale, tout en identifiant les conditions techniques,

institutionnelles et politiques nécessaires pour rendre cette conciliation effective et durable.

1. Quels sont les modèles institutionnels et mécanismes de gouvernance permettant une gestion souveraine, inclusive et interopérable des données dans un espace fragmenté ?
2. Quels sont les prérequis et obstacles à l'harmonisation des cadres juridiques de protection des données et de cyber sécurité en Afrique de l'Ouest ?
3. Quels sont les mécanismes de coopération les plus efficaces pour une réponse collective aux cyber menaces transfrontalières

dans un contexte de fragilité et d'asymétrie des capacités nationales ?

4. Quels sont les déterminants structurels de la souveraineté numérique et comment interagissent-ils dans la construction ou l'érosion de l'autonomie stratégique des États ?
5. Quels sont les effets mesurables de la numérisation des services publics sur l'efficacité, la participation citoyenne et la redevabilité dans les pays de la région ?